



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Lundi 26 février 2024

| | |
|---|---|
| Guerre en Ukraine | 2 |
| Le Président Niinistö participera ce lundi à la conférence de soutien à l'Ukraine à Paris | 2 |
| Déplacement en Finlande de Mikhaïl Khodorkovsky | 2 |
| Editorial..... | 2 |
| « L'Europe ne doit plus craindre la défaite de la Russie en Ukraine » HS | 2 |
| Point de vue..... | 3 |
| Il ne faut plus rien discuter avec Poutine | 3 |
| Politique européenne | 4 |
| Le soutien à l'Ukraine ne divise pas directement les eurodéputés finlandais, mais il détruit la coopération entre les partis populistes d'extrême-droite..... | 4 |
| Henna Virkkunen, Elina Valtonen et Antti Häkkinen sont des candidats potentiels au poste de commissaire européen..... | 5 |
| Politique étrangère | 5 |
| La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participe à la session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et à la Conférence sur le désarmement à Genève..... | 6 |
| Défense | 6 |
| L'accord SOFA sur le statut des forces de l'OTAN nécessite l'approbation du Parlement à une majorité qualifiée | 6 |
| La Russie a menacé d'abattre un avion français en mer Noire, selon la France – | 6 |
| Quel est l'ampleur des risques pour les avions finlandais bientôt déployés dans la région ? | 6 |
| Häkkinen a reçu un mémorandum sur les démissions de la réserve militaire | 7 |
| Gouvernement..... | 8 |
| La confiance des Finlandais dans le gouvernement s'est affaiblie | 8 |
| Politique intérieure..... | 8 |
| Les actions de la présidente du Rkp Henriksson contrarient le parti..... | 8 |
| Frontière orientale | 9 |
| Martti Koskeniemi et Kristina Stenman critiquent le projet du ministère de l'Intérieur | 9 |
| Point de vue..... | 9 |
| Le facteur hybride à la frontière orientale pourrait être une réponse aux prières du gouvernement | 9 |

Guerre en Ukraine

Le Président Niinistö participera ce lundi à la conférence de soutien à l'Ukraine à Paris

Le président Sauli Niinistö participera ce lundi à Paris à une réunion sur le soutien à l'Ukraine, a indiqué dimanche la présidence de la République.

La réunion qui se tiendra au Palais de l'Élysée sera présidée par le président français Emmanuel Macron.

L'objectif de la réunion est de discuter et de trouver des moyens communs pour soutenir l'Ukraine de manière plus efficace.

Les dirigeants de plusieurs pays européens participeront à la réunion, notamment le chancelier allemand Olaf Scholz et le président polonais Andrzej Duda.

La conférence sera ouverte par un discours vidéo du président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

HS

Déplacement en Finlande de Mikhaïl Khodorkovsky

Mikhaïl Khodorkovsky qui réside actuellement à Londres, s'est déplacé à Helsinki pour intervenir lors d'une manifestation contre la guerre en Ukraine organisée, hier, par la communauté démocratique des russophones de Finlande.

La députée européenne finlandaise Heidi Hautala (Verts) est intervenue également et a dit à l'instar des autres locuteurs que l'élection en Russie ne sera pas une vraie élection et ne devra pas être considérée comme telle.

HS/lun

Editorial

« L'Europe ne doit plus craindre la défaite de la Russie en Ukraine » HS

L'attaque brutale et à grande échelle de la Russie contre l'Ukraine dure déjà depuis deux ans. Aujourd'hui, l'Ukraine se bat pour sa survie. L'Occident a clairement besoin de renforcer son soutien à l'Ukraine, également pour des raisons égoïstes, écrit l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

Deux ans se sont écoulés depuis que la Russie a étendu la guerre qu'elle mène en Ukraine depuis des années à une guerre d'agression à grande échelle.

La lutte défensive des Ukrainiens s'est rapidement révélée héroïque.

Cependant, l'Occident n'a pas utilisé correctement le temps gagné grâce au sang des soldats ukrainiens. Elle n'a pas vraiment démarré sa production d'armes et de munitions, elle a imposé des sanctions assez modérées à la Russie et elle a permis que le soutien à l'Ukraine se transforme en conflit politique interne dans de nombreux pays. Tout cela a affaibli les capacités de défense de l'Ukraine, ce qui se voit concrètement sur le front.

Dans le même temps, la Russie est entrée dans une économie de guerre, où son industrie d'armement tourne à pleine puissance. Elle a resserré ses relations avec l'Iran et la Corée du Nord, qui fournissent tous deux des armements à la Russie. Les dirigeants russes ont donc clairement repris confiance en eux et croient qu'ils gagneront à nouveau en Ukraine.

C'est pourquoi l'anniversaire est célébré dans une atmosphère sombre, tant en Ukraine qu'en Occident.

L'Occident n'a pas réussi à soutenir l'Ukraine de manière adéquate, et la faute ne peut pas être imputée uniquement aux Républicains américains qui bloquent les derniers paquets d'aide. C'est tout l'occident collectif qui a constamment apporté une aide armée insuffisante et trop tardive.

Une explication évidente est l'optimisme engendré par le succès initial de l'Ukraine dans la libération des territoires occupés. Une autre raison évidente est plus ennuyeuse : bien qu'il ait été répété en Occident que l'Ukraine devait gagner la guerre, de nombreux pays ne voulaient toujours pas que la Russie perde. Pour eux, l'idée d'une puissance nucléaire sombrant dans le chaos leur semble trop effrayante. Ils craignent également que la guerre ne s'étende entre la Russie et l'OTAN.

Mais la situation n'est pas désespérée. La volonté des Ukrainiens de se défendre est toujours forte. Et même la tolérance de la Russie à ses pertes a ses limites.

Les dirigeants politiques doivent désormais prendre leurs responsabilités. L'Europe doit rapidement commencer à renforcer sa propre défense, et il ne suffit pas de simplement produire des armes. Cela aussi doit être fortement accru pour notre propre sécurité et pour aider l'Ukraine. Le message brutal du deuxième anniversaire de la grande offensive russe est que pour l'Ukraine, la troisième année de guerre signifie la même lutte pour la survie que lors des premiers jours de l'invasion, il y a deux ans. L'Occident doit rapidement renforcer son soutien. Aussi pour des raisons égoïstes.

HS

Point de vue

Il ne faut plus rien discuter avec Poutine

Le journaliste du Helsingin Sanomat Sami Sillanpää estime que, au moment où la Finlande élabore une nouvelle politique étrangère, ses relations avec la dictature russe doivent être claires. Quelque chose d'extraordinaire s'est produit mardi à Moscou. L'ambassadeur finlandais Antti Helanterä s'est rendu à la pierre Solovetski, mémorial des victimes des persécutions, et a déposé des fleurs pour honorer la mémoire d'Alexeï Navalny.

Le fait que le représentant de la Finlande ait fait preuve de respect envers le pire ennemi du dirigeant russe en plein cœur de Moscou a été un grand acte. Dans la longue et pas toujours aussi glorieuse histoire de la diplomatie orientale de la Finlande, ce moment doit être considéré comme extraordinaire. Il s'agit en effet d'une nouvelle ère dans les relations entre la Finlande et la Russie.

Il existe désormais un nouveau slogan à la mode dans les cercles finlandais de la politique étrangère : « une nouvelle ère de politique étrangère et de sécurité ». Le livre blanc sur la politique étrangère et de sécurité est en cours d'élaboration. Le nouveau président, Alexander Stubb, entrera en fonction à la fin de la semaine.

Depuis le président Paasikivi, deux idées fondamentales prédominent dans les relations entre la Finlande et la Russie. Il faut essayer de s'entendre avec la Russie qui est notre voisin. Et quel que soit celui qui dirige la Russie, le président finlandais doit être en bons termes avec lui.

Le président Sauli Niinistö a appliqué cela pendant dix ans à partir de 2012 – à une époque où la Russie se transformait à pas de géant en dictature de Poutine. Il y a deux ans, les masques sont tombés et Niinistö a conduit la Finlande dans l'OTAN.

Aujourd'hui, la Finlande dispose d'une telle dissuasion militaire que la Russie ne voudrait pas nous attaquer. Cela donne de la liberté.

Dans la politique étrangère dite d'une nouvelle ère, il serait naturel que la Finlande prenne une décision de principe : nous ne nous entendront plus jamais sur quoi que ce soit avec Poutine.

Les relations avec la Russie pourront être reconsidérées lorsque la junte criminelle actuelle ne sera plus au pouvoir. D'ici là, les interactions avec la Russie resteront limitées au minimum. Prenons nos propres décisions. Il n'y a pas lieu de s'inquiéter de savoir ce qu'on en pense dans le bunker du Kremlin.

Depuis des années, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie démontrent qu'il s'agit d'une très bonne façon de vivre à côté de la Russie.

Actuellement personne parmi les dirigeants finlandais ne se précipite pour serrer la main de Poutine. Cependant, il est bon d'exprimer clairement notre propre attitude de principe à l'égard de cette dictature impérialiste. Parce que Poutine peut rester au pouvoir pendant des années encore. Et pendant cette période, il y aura à nouveau des hommes politiques, en Finlande et ailleurs, qui suggéreront que nous devrions faire à nouveau confiance à Poutine.

Nous vivons à une époque qui sera considérée plus tard comme un tournant dans l'histoire européenne. Dans les années 2050, nos petits-enfants nous demanderont pourquoi le dictateur russe n'a pas été arrêté plus tôt.

Il est de la responsabilité des Russes de se débarrasser de Poutine. Toutefois, le reste du monde peut accroître la pression.

L'Occident peut faire bien plus pour isoler le régime et aider l'Ukraine à gagner la guerre. Dans la politique étrangère de la nouvelle ère, un rôle approprié pour la Finlande serait de jouer un rôle de premier plan dans ce domaine.

HS

Politique européenne

Le soutien à l'Ukraine ne divise pas directement les eurodéputés finlandais, mais il détruit la coopération entre les partis populistes d'extrême-droite

Le Parlement européen né des élections européennes de juin ne décidera pas du soutien militaire à l'Ukraine, mais il pourra agir pour soutenir l'Ukraine dans sa défense contre la Russie.

"Si la composition du Parlement devait changer radicalement, alors oui, cela pourrait également avoir des effets en termes de continuité du soutien à l'Ukraine, notamment à long terme", estime le chercheur Timo Miettinen.

Selon les prévisions, il y aurait un glissement vers la droite lors des élections, c'est-à-dire que les partis populistes de droite remporteraient des sièges et que les partis de centre-gauche et les verts en perdraient. Ce renversement est considéré comme important, notamment pour la politique climatique.

La majorité des membres du futur Parlement européen devrait être favorable au soutien à l'Ukraine. On prévoit cependant qu'il y aura davantage de députés européens ayant une attitude plus compréhensive à l'égard de la Russie qu'actuellement, notamment au sein du groupe Identité et Démocratie.

Pour l'instant, le groupe Identité et démocratie ne comprend pas d'eurodéputés finlandais. Les Vrais Finlandais faisaient partie du groupe en 2019-2023 avant de le quitter.

Suomen Uutiset, organe de presse des Vrais Finlandais, a expliqué le changement de groupe par le fait que « le changement radical dans la situation de la politique de sécurité de la Finlande provoqué par la guerre d'agression brutale déclenchée par la Russie a également obligé les Vrais Finlandais à réexaminer réseaux de coopération internationale ».

Les questions liées à la défense de l'Ukraine ne divisent pas vraiment les partis finlandais. En Finlande, on estime également que l'UE pourrait faire davantage pour soutenir l'Ukraine, estime Miettinen.

"Mais quand il s'agit de ces initiatives concrètes, il y a bien sûr une certaine différence entre les candidats [aux élections européennes] ». Des différences peuvent surgir, par exemple, selon que le candidat souhaite que l'UE investisse davantage, par exemple dans l'industrie des équipements de défense. Selon Miettinen, c'est important.

La rigueur de la politique de sanctions peut également diviser les candidats, même si les sanctions économiques contre la Russie bénéficient en elles-mêmes d'un fort soutien.

Selon Miettinen, au-delà du soutien à l'Ukraine, les élections au Parlement européen affectent la politique climatique, la politique commerciale et, par exemple, la manière dont l'UE réagit à la concurrence des grandes puissances, par exemple en augmentant ou en soutenant les investissements.

De nombreux eurodéputés finlandais actuels ne se représentent pas aux élections européennes qui auront lieu début juin.

C'est le cas de Petri Sarvamaa, l'un des eurodéputés du Kokoomus, alors que Sirpa Pietikäinen briguera son cinquième mandat au Parlement et Henna Virkkunen son troisième. Parmi les députés du parti, Susanne Päivärinta, Ville Kaunisto et Aura Salla se présentent aux élections et pourraient quitter l'Eduskunta en cas d'élection au Parlement de Strasbourg.

L'eurodéputée de longue date des Verts, Heidi Hautala, a déclaré qu'elle n'était pas candidate. L'autre eurodéputée de ce parti Alviina Alametsä ne postulera pas pour un nouveau mandat. Ville Niinistö est candidat à sa réélection. Les autres candidats les plus connus des Verts sont les députés Atte Harjanne et Maria Ohisalo.

Miapetra Kumpula-Natri, eurodéputée du SDP, a été élue au Parlement finlandais l'année dernière et a déclaré qu'elle quitterait le parlement européen cette année. L'autre eurodéputé du PSD Eero

Heinäluoma veut continuer à siéger au Parlement européen. Le député Ville Merinen se présente aux élections.

Mauri Pekkarinen, eurodéputé du Centre, n'est pas candidat, alors que Elsi Katainen est candidate à sa réélection. Parmi les autres candidats du Centre figurent les députés Katri Kulmuni et Mika Lintilä.

Teuvo Hakkarainen, l'un des eurodéputés des Vrais Finlandais, n'a pas annoncé son choix. Pirkko Ruohonen-Lerner réfléchit actuellement à la question. Un grand nombre de députés des Vrais Finlandais se présentent aux européennes : Sebastian Tynkkynen, Vilhelm Junnila, Mauri Peltokangas, Sanna Antikainen et Ari Koponen.

Silvia Modig, la seule eurodéputée de l'Alliance des gauches, ne souhaite pas se représenter. Li Andersson, présidente du parti, pourrait se présenter.

L'actuel eurodéputé du parti populaire suédois Nils Torvalds, ne briguera pas un autre mandat. La présidente du parti Anna-Maja Henriksson et la députée Eva Biaudet essaieront de sauver le seul siège du parti.

Au cours de la prochaine législature, la Finlande disposera d'un siège de plus au Parlement européen.

HS

Henna Virkkunen, Elina Valtonen et Antti Häkkänen sont des candidats potentiels au poste de commissaire européen

Après avoir fêté le succès d'Alexander Stubb comme président de la république, le Premier ministre Petteri Orpo peut déjà penser à la prochaine nomination très importante. Orpo doit choisir le prochain commissaire européen finlandais.

Sans son élection à la présidence, Stubb aurait été le choix évident de la coalition nationale. Le rêve de Stubb de devenir commissaire avait déjà été à sa portée jusqu'à ce que Jyrki Katainen décide de se nommer lui-même à Bruxelles en 2014.

Il n'y a désormais plus de candidat numéro un évident.

Au sein de la coalition nationale, on discute du fait que le choix d'Orpo pourrait se porter sur Henna Virkkunen qui termine son deuxième mandat au Parlement européen et possède également une expérience ministérielle, ce qui est généralement considéré comme une condition préalable à une nomination comme commissaire.

Mais cette nomination ne consiste pas seulement à trouver une personne qualifiée pour la Commission. Cette opportunité peut être mise à profit d'autres plusieurs manières :

Par exemple pour éloigner des rivaux politiques ou d'autres personnalités gênantes.

D'un autre côté, une expérience de commissaire européen a grande valeur dans la politique finlandaise. Cela a été visible lors des élections présidentielles qui viennent de se tenir, où pas moins de deux anciens ou actuels commissaires, à savoir Olli Rehn (Centre) et Jutta Urpilainen (PSD), étaient candidats.

Orpo peut donc se demander s'il souhaite envoyer à Bruxelles l'un des acteurs clés de son parti pour en tirer profit et s'acquitter de tâches encore plus difficiles. Deux noms évidents viennent à l'esprit : la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen et le ministre de la Défense Antti Häkkänen.

La grande question est de savoir si l'Orpo exigera qu'une personne aspirant à devenir commissaire se présente comme candidate aux élections européennes.

Orpo n'a pas encore pris position publiquement sur la question.

Virkkunen pour sa part a déjà déclaré qu'elle se présenterait aux élections européennes.

HS

Politique étrangère

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen participe à la session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU et à la Conférence sur le désarmement à Genève

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen se rend à Genève aujourd'hui où elle prononcera le discours de la Finlande lors d'un segment de haut niveau de la 55e session du Conseil des droits de l'homme.

À Genève, la ministre des Affaires étrangères Valtonen participera également à un débat de haut niveau de la Conférence sur le désarmement et y prononcera le discours de la Finlande. En outre, Valtonen participera à un événement parallèle de haut niveau organisé par la Finlande, qui mettra en lumière le travail des défenseurs des droits de l'homme luttant pour la démocratie et la liberté de la société civile. La cheffe de l'opposition biélorusse Sviatlana Tsikhanouskaya sera également présente à l'événement.

Valtonen aura des réunions bilatérales avec le secrétaire général de l'ONU António Guterres, le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk et le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés Filippo Grandi à Genève. Elle rencontrera également des ministres des Affaires étrangères d'autres pays et des dirigeants d'organisations internationales. Les sujets abordés à Genève incluront la situation au Moyen-Orient et l'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui entre dans sa troisième année et que la Finlande condamne dans les termes les plus fermes.

https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-geneveen-yk-n-ihmisoikeusneuvostoon-ja-aseidenriisuntakonferenssiin?languageld=en_US

Défense

L'accord SOFA sur le statut des forces de l'OTAN nécessite l'approbation du Parlement à une majorité qualifiée

La commission des lois constitutionnelles du Parlement considère que l'approbation de l'accord SOFA de l'OTAN nécessite une majorité des deux tiers au Parlement.

Vendredi, la commission a finalisé sa déclaration sur l'accord SOFA et le Protocole de Paris.

L'accord Sofa concerne le statut juridique des forces membres de l'OTAN en Finlande. Le Protocole de Paris étend les dispositions de l'accord aux quartiers généraux de l'OTAN et à leur personnel militaire et civil.

Selon la commission, l'accord et le protocole donnent, par exemple, le droit aux pays envoyant des troupes d'exercer le pouvoir judiciaire sur le territoire de la Finlande dans certains cas. Pour cette raison, l'accord ne peut pas être approuvé selon la procédure législative habituelle.

Dans sa déclaration, la commission accorde une attention particulière à la peine de mort.

Les États-Unis appliquent la peine de mort. Or, l'accord Sofa de l'OTAN interdit l'exécution de la peine de mort dans le pays hôte, en l'occurrence la Finlande. Cependant, il n'interdit pas directement les condamnations en Finlande.

La Constitution finlandaise et les accords internationaux liant la Finlande reposent sur le fait que l'exécution de la peine de mort et la condamnation à cette peine sont interdites.

La Commission du droit constitutionnel considère qu'une telle "possibilité qu'une violation des droits de l'homme se matérialise dans une situation extrême" est extrêmement improbable. Mais dans le même temps, la commission considère que même cette possibilité formelle est contraire à la Constitution et c'est pourquoi l'accord nécessite une adoption à la majorité qualifiée.

HS

La Russie a menacé d'abattre un avion français en mer Noire, selon la France – Quel est l'ampleur des risques pour les avions finlandais bientôt déployés dans la région ?

Le système de surveillance aérienne russe a récemment menacé d'abattre un avion français en mer Noire, a déclaré jeudi le ministre français de la Défense Sébastien Lecornu dans une interview. Cela s'inscrit dans la continuité d'informations sur des situations à risque entre la Russie et les pays de l'OTAN dans la mer Noire.

Or, des avions de combat finlandais seront déployés cet été pour des missions de défense aérienne de l'OTAN en mer Noire.

La Finlande envoie cet été au maximum huit avions de combat et une centaine de personnels en Roumanie, en Bulgarie et dans la mer Noire. Il s'agit de la participation de la Finlande aux tâches de défense conjointe de l'OTAN en temps de paix.

Les Finlandais opèreraient depuis la base Mihail Kogalniceau, située dans le sud-est de la Roumanie.

Le Parlement examine actuellement le rapport du gouvernement sur la participation de la Finlande aux tâches de défense conjointe de l'OTAN en temps de paix cette année. Selon le rapport, le niveau de risque général lié à la participation à des tâches dans la région de la mer Noire "correspond aux tâches visant à garantir l'intégrité régionale effectuées depuis le pays".

La différence est que l'opération serait menée plus près de la zone de guerre qu'en Finlande.

"Toutefois, les missions de surveillance aérienne d'urgence ne sont exercées que dans les zones maritimes à faible risque et dans les zones des États membres de l'OTAN."

L'évaluation du ministère est donc que des provocations dans les fonctions de contrôle du trafic aérien sont possibles, bien que peu probables. "En plus des provocations, des opérations aériennes non professionnelles peuvent également avoir lieu, comme cela a été observé en mer Noire", indique le rapport.

La Finlande participe à l'opération *Air Shielding* dans la région. On estime que les risques des exercices qui y sont inclus sont similaires à ceux d'autres exercices internationaux.

Dans le même temps, le rapport indique que, dans une situation de sécurité potentiellement tendue, une menace militaire directe contre les troupes effectuant des missions de l'OTAN ne peut être exclue.

Selon le porte-parole des forces armées françaises, la situation récemment mise en lumière par le ministre français de la Mer Noire concernait un incident survenu à la mi-novembre. Selon lui, il s'agit d'une première affaire du genre pour les Français dans cette région.

Le ministre Sébastien Lecornu a déclaré que le comportement de la Russie en 2024 "ne sera plus le même que celui observé en 2022". Cela est dû au fait que la Russie est en difficulté sur le champ de bataille en Ukraine.

Sur quoi se base l'évaluation par la Finlande du niveau de risque en mer Noire ?

L'experte Outi Mäkinen du ministère de la Défense affirme que les tâches en temps de paix ont été analysées au sein de l'administration de la défense, comme c'est le cas pour toutes les tâches. Les résultats sont consignés dans le rapport. Concernant la mission en mer Noire, Mäkinen souligne que les interventions d'urgence de la Finlande ont lieu dans une zone à faible risque.

"La mer Noire est divisée en secteurs et la Finlande n'y opèrera que dans le secteur présentant le risque le plus faible", explique Mäkinen.

Par exemple, la Grande-Bretagne, avec laquelle la Finlande opère dans la région, opère également dans d'autres régions, souligne Mäkinen.

Selon Mäkinen, ce qui rend la zone opérationnelle finlandaise à faible risque ne peut pas être expliqué publiquement plus en détail. Elle ne précise pas non plus si, par exemple, les Finlandais et les Français opèrent dans des domaines différents.

Globalement, quand nous opérons en Mer Noire, nous sommes plus proches d'une zone de guerre active que lorsque nous opérons en Finlande, dit Mäkinen qui précise : "Nous évaluons constamment la situation. Malheureusement, si la situation sécuritaire se détériore, une menace directe ne peut être totalement exclue. Mais comme le montre le rapport, notre évaluation est que le risque est actuellement assez faible. »

Au printemps, la Finlande déploiera également un navire de la classe *Katanpää* pour la mission permanente de l'OTAN de lutte contre les mines dans la mer Baltique, dans le cadre des missions en temps de paix. "La menace militaire directe dans la région de la mer Baltique est actuellement jugée faible. Cependant, la présence et l'activité militaires de l'Occident attirent des mesures de rétorsion [de la Russie]", indique le rapport.

HS

Häkkinen a reçu un mémorandum sur les démissions de la réserve militaire

Le ministre de la défense Antti Häkkinen a reçu un mémorandum après ses déclarations sur les démissions de la réserve militaire, rapporte *Talouselämä*. Le rapport résume les raisons des démissions de la réserve militaire et la législation en vigueur.

Le ministère de la défense indique à Talouselämä que le rapport a été rédigé lorsque la commission de la défense du Parlement a voulu interroger le ministre à ce sujet. Le rapport a été rédigé à la demande du secrétaire du ministre.

Dans un entretien accordé au magazine *Kyrönmaa* le 1er février, Häkkänen avait déclaré qu'il avait l'intention de chercher des moyens de rendre impossible la sortie de la réserve militaire à l'avenir. Depuis ses déclarations, les démissions de la réserve militaire ont été plus nombreuses que d'habitude.

Le rapport a été envoyé au ministre Häkkänen après le débat public qui a suivi ses propos.

HS/A14

Gouvernement

La confiance des Finlandais dans le gouvernement s'est affaiblie

Selon une récente enquête *Kansalaispuls* (le pouls de la société) le sentiment des Finlandais en matière de justice sociale est tombé à un niveau historiquement bas. La confiance dans le gouvernement et les partis politiques s'est affaiblie. Moins de la moitié des personnes interrogées ont une confiance moyenne ou totale dans le gouvernement finlandais. En particulier, les personnes à faibles revenus, les femmes et les personnes âgées de plus de 60 ans sont moins susceptibles de percevoir la société comme juste.

En outre, les Finlandais sont également plus stressés qu'auparavant, d'après les réponses à l'enquête. Les actions de la Russie et l'éventuelle propagation de la guerre en Ukraine à d'autres pays sont également une source d'inquiétude pour les personnes interrogées.

Au contraire, les actions de la Finlande à la frontière orientale et sa réponse à l'influence russe reçoivent un soutien clair de la part des personnes interrogées. Aussi les forces de défense et la police jouissent du plus haut niveau de confiance parmi les personnes interrogées. Plus de 90 % des personnes interrogées déclarent faire confiance aux forces de défense et 85 % à la police.

Le dernier sondage a été réalisé en ligne entre le 14 et le 19 février auprès de Finlandais âgés de 15 à 74 ans.

HS/A14

Politique intérieure

Les actions de la présidente du Rkp Henriksson contrarient le parti

La frustration à l'égard des actions de la présidente du parti Suédois Anna-Maja Henriksson est devenue un secret de polichinelle au sein du parti.

Henriksson a déclaré qu'elle se présentera aux élections européennes de juin. Néanmoins, elle n'a pas encore décidé si elle resterait à la tête du parti. Elle a seulement déclaré qu'elle quitterait la présidence si elle était élue au Parlement européen.

Les troubles internes au sein du petit parti ont commencé avec la décision prise l'année dernière d'entrer dans le même gouvernement que les Vrais Finlandais. L'agitation a été accentuée par la chute record de la cote de popularité du Rkp. Son audience de 3,6 % en février est son résultat le plus faible depuis plus de 30 ans qu'il est mesuré par HS. En outre, la visibilité du Rkp a souffert du fait que le parti n'a pas présenté son propre candidat aux élections présidentielles.

« Nous devons maintenant nous concentrer sur l'essentiel. Nous avons un énorme travail à faire pour gagner un siège au Parlement européen, et nous devons donc nous serrer les coudes », déclare Henriksson. Certains pensent que Henriksson elle-même ne fait pas le nécessaire avant de quitter la tête du parti. *Hufvudstadsbladet* a critiqué dans un éditorial de la semaine dernière le fait que Henriksson s'oppose à un nouveau rebond pour le parti.

Il ne serait pas surprenant si, au plus tard en mars, les décideurs du Rkp rompent également le silence qui entoure le parti. Le futur président du Rkp pourrait probablement être le président du groupe parlementaire Otto Andersson, le ministre des affaires européennes et de la gouvernance d'entreprise Anders Adlercreutz ou le vice-président du parti Henrik Wickström.

HS/A14

Frontière orientale

Martti Koskenniemi et Kristina Stenman critiquent le projet du ministère de l'Intérieur

Hufvudstadsbladet rend compte des propos de Martti Koskenniemi, professeur du droit international, et Kristina Stenman, ombudsman pour l'égalité, qui estiment que le projet de loi du gouvernement concernant les frontières qui nécessite de déroger à la Constitution, va également à l'encontre des accords internationaux.

Le groupe de travail qui prépare le projet devrait terminer ses travaux pour le 31 mars. Afin que la loi puisse entrer en vigueur durant l'actuelle législature, la procédure accélérée et un vote à la majorité des 5/6 des députés sont nécessaires, ce qui peut être politiquement difficile.

Au niveau juridique, les experts interviewés prévoient une réaction de la Cour de justice de l'UE et de la Cour européenne des droits de l'homme.

Koskenniemi estime que la Finlande peut légiférer sur des exceptions par rapport à sa Constitution, mais cela ne signifie pas que l'on puisse violer les accords internationaux. Pour lui, la Finlande ne peut pas prétendre que le problème n'existe pas tout simplement en se justifiant par une différente interprétation [des traités internationaux].

Pour le professeur, du point de vue de la Constitution et de l'Etat de droit, dire que la sécurité passa avant la loi a une connotation fasciste. Il est toujours commode, selon lui, de se référer à la sécurité lorsqu'on souhaite violer l'Etat de droit démocratique.

Il estime que le point de vue de la sécurité est important mais qu'il faut l'adapter à d'autres points de vue importants. La ministre de l'Intérieur Mari Rantanen a tort, selon lui, si elle considère la sécurité nationale comme une priorité avant toute autre. Il estime que la sécurité doit être évaluée avec les autres facteurs.

L'ombudsman pour l'égalité Kristina Stenman estime que la sécurité nationale est un concept plus politique que juridique. Elle indique que les 65 000 Ukrainiens arrivés en Finlande ne sont pas considérés comme une menace pour la sécurité, et que la Finlande a bien géré l'arrivée de 35 000 migrants [en 2015-2016] sans s'y être préparée. Il est problématique que le gouvernement souhaite à présent légiférer pour prévoir la menace que constituerait un nombre indéfini de demandeurs d'asile.

HBL/sam/10

Point de vue

Le facteur hybride à la frontière orientale pourrait être une réponse aux prières du gouvernement

Le nouveau projet du ministère de l'Intérieur risque d'échouer à cause des accords internationaux qui lient la Finlande. Une faille peut être trouvée, mais le temps presse, écrit la journaliste politique Iida Hallikainen.

Le printemps approche et la neige va fondre à la frontière orientale. Le ministère de l'Intérieur travaille jour et nuit pour son nouveau projet. L'idée de base de la nouvelle législation sur la frontière serait que ceux qui demandent l'asile en Finlande sans justification pourraient être renvoyés directement vers la Russie à la frontière orientale. En outre, on cherche des moyens de refouler les gens de la frontière orientale plus rapidement qu'aujourd'hui.

En termes simples, il s'agit de savoir quels pouvoirs le gouvernement pourrait accorder aux gardes-frontières grâce à la nouvelle loi.

L'objectif n'est pas simple puisque la Finlande est liée par plusieurs accords internationaux.

La question est désormais de savoir si le ministère de l'Intérieur trouvera un moyen pour sauver le projet. Il estime qu'il y a une faille juridique qui peut constituer une chance.

Selon les informations, l'accord le plus important qui lie la Finlande concernant ce projet de loi est la Convention européenne des droits de l'homme. Il dépend également de l'interprétation du droit de l'Union européenne.

Ce n'est pas une mince affaire, car la mise en œuvre de l'accord est garantie par la Cour européenne des droits de l'homme.

Le projet de loi frontalière du gouvernement pourrait précisément reposer sur cet accord.

En ce qui concerne le nouveau projet sur la frontière orientale, le point le plus essentiel de la Convention européenne des droits de l'homme est l'article 3, c'est-à-dire l'interdiction de la torture. Selon cet article, nul ne peut être torturé, ni traité ou puni de manière inhumaine ou dégradante. Un autre aspect essentiel est la pierre angulaire du droit des réfugiés, le non-refoulement. Cela signifie que personne ne devrait être renvoyé vers un pays où il risque d'être persécuté, soumis à d'autres traitements inhumains ou torturés. Tout autre traitement portant atteinte à la dignité humaine ou menaçant la peine de mort donne également lieu à l'application de l'interdiction de retour.

L'interdiction du refoulement inclut également le refoulement dit indirect, qui fait référence au retour d'une personne vers un pays, en l'occurrence la Russie, où il existe un risque que la personne soit renvoyée de là vers un pays tiers, où elle se trouve menacé de torture ou d'autres persécutions.

Dans plusieurs décisions, la Cour européenne des droits de l'homme a confirmé que l'interdiction absolue du refoulement représente l'une des valeurs les plus fondamentales d'une société démocratique et qu'il n'est pas possible de s'en écarter.

D'autres accords importants sont la Convention internationale des Nations Unies relative aux droits civils et politiques, qui se concentre sur les droits de l'homme.

Deuxièmement, le projet de loi s'inspire de la Convention relative aux droits de l'enfant. En particulier, l'intérêt supérieur de l'enfant et des enfants en situation vulnérable doit être pris en compte. Dans le cas de la frontière orientale, on parle d'enfants qui pourraient avoir été contraints à franchir la frontière.

Enfin, il faut examiner la Convention relative au statut juridique des réfugiés, qui est une loi internationale contraignante sur la possibilité de demander l'asile.

Actuellement, on ne peut pas demander l'asile à la frontière orientale de la Finlande.

À la lecture de cette liste d'accords, il est facile pour un profane de se demander pourquoi la Finlande devrait se conformer aux accords internationaux dans une situation menaçante ?

La réponse est avant tout que la Finlande ne veut pas agir comme la Russie, qui agit en violation des accords internationaux. La Finlande est généralement un État très favorable aux droits de l'homme.

Néanmoins la Cour européenne des droits de l'homme adopte également une approche compréhensive en matière de sécurité nationale.

De ce point de vue, la Convention des droits de l'homme n'est pas le traité le plus strict, mais elle est néanmoins le traité le plus important et le plus établi.

Il y aurait donc une marge de flexibilité dans le traité sur les droits de l'homme, mais personne ne sait vraiment dans quelle mesure.

Même si la Finlande respecte les accords internationaux, le nouveau projet du gouvernement insiste sur la situation très exceptionnelle de la frontière orientale.

Une opération hybride hostile est en cours à la frontière orientale de la Finlande, avec le soutien d'un autre État.

Il y aurait là une faille potentielle.

Et un tel cas n'a jamais été examiné par la Cour européenne des droits de l'homme. Il s'agirait donc, du moins pour le moment, d'une particularité de la Finlande.

En effet, lorsque la situation de la Pologne a été jugée, la situation en Pologne a été traitée davantage comme une situation d'immigration que comme une opération hybride.

Or, dans le cas de la Finlande, il s'agit d'une opération menée par un État étranger.

Le projet juridique préparé par le ministère de l'Intérieur sera également examiné par le Chancelier de la Justice.

Le Chancelier de la Justice Tuomas Pöysti a déjà souligné la gravité de la situation dans des décisions antérieures concernant la frontière orientale.

Le projet de loi ne sera élaboré jusqu'à son terme que s'il existe des chances de succès.

En d'autres termes, il est désormais vital pour la Finlande de faire reconnaître la situation exceptionnelle de sa frontière orientale au niveau international. Aujourd'hui, la frontière orientale constitue également la frontière extérieure de l'OTAN.

Après des difficultés, la frontière orientale a finalement été fermée en faisant appel à une situation exceptionnelle, mais cela n'a pas été facile. La mise en œuvre de la nouvelle loi en deux mois est encore plus difficile.

La question finale est de savoir jusqu'à quel point on pourra étirer les règles du droit international.
IS